

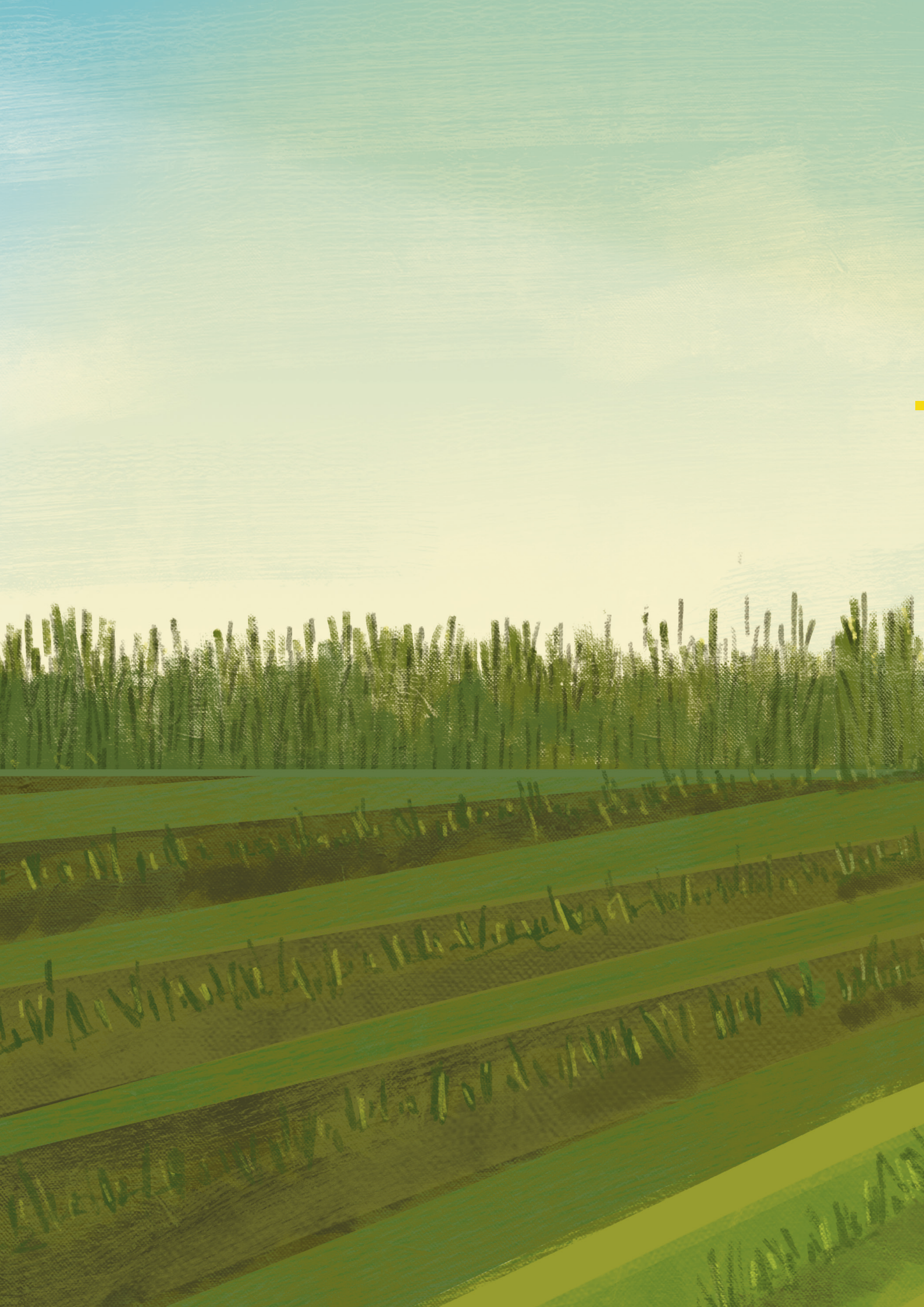


Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

AUGMENTER LES INVESTISSEMENTS RESPONSABLES DANS L'AGRICULTURE ET LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES PAR ET POUR LES JEUNES

Guide pour organisateurs et facilitateurs
utilisant l'outil d'analyse rapide des
capacités





AUGMENTER LES INVESTISSEMENTS RESPONSABLES DANS L'AGRICULTURE ET LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES PAR ET POUR LES JEUNES

Guide pour organisateurs et facilitateurs
utilisant l'outil d'analyse rapide des
capacités

Citation requise:

FAO. 2018. *Augmenter les investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaire par et pour les jeunes – Guide pour organisateurs et facilitateurs utilisant l'outil d'analyse rapide des capacités*. Rome, FAO. 44 pp.

Licence: CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2018



Certains droits réservés. Ce travail est mis à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Internationales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO); <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/deed.fr>.

Selon les termes de cette licence, ce travail peut être copié, diffusé et adapté à des fins non commerciales, sous réserve de mention appropriée de la source. Lors de l'utilisation de ce travail, aucune indication relative à l'approbation de la part de la FAO d'une organisation, de produits ou de services spécifiques ne doit apparaître. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si le travail est adapté, il doit donc être sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si ce document fait l'objet d'une traduction, il est obligatoire d'intégrer la clause de non responsabilité suivante accompagnée de la citation indiquée ci-dessous: «Cette traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ou de l'exactitude de cette traduction. L'édition originale [langue] doit être l'édition qui fait autorité.»

Tout litige relatif à la licence ne pouvant être réglé à l'amiable sera soumis à une procédure de médiation et d'arbitrage au sens de l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire aux présentes. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Documents de tierce partie. Les utilisateurs qui souhaitent réutiliser des matériels provenant de ce travail et qui sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, ont la responsabilité de déterminer si l'autorisation est requise pour la réutilisation et d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur. Le risque de demandes résultant de la violation d'un composant du travail détenu par une tierce partie incombe exclusivement à l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être acquis par le biais du courriel suivant: publications-sales@fao.org. Les demandes pour usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les demandes relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

1. Nature et portée de ce guide	1
2. Contexte, portée et justification de l'outil d'analyse des capacités	1

INFORMATIONS ET RECOMMANDATIONS POUR LES ORGANISATEURS: PLANIFIER ET PRÉPARER L'ANALYSE DES CAPACITÉS

1. Préparer un document de référence	4
2. Choisir le processus et le format le plus approprié pour l'analyse des capacités	6
3. Identifier les participants de l'atelier	7
4. Adapter l'outil d'analyse des capacités	8
5. Planifier le déroulement de l'atelier	9

GUIDE POUR LES FACILITATEURS

1. Partie 1: Le cadre institutionnel relatif aux investissements dans l'agriculture et les systèmes alimentaires	11
2. Partie 2: Les politiques, stratégies et lois, y compris les incitations	22
3. Partie 3: Les organisations et services qui renforcent l'autonomie des jeunes	27
4. Partie 4: Les capacités individuelles	32
5. Exercice de priorisation	35

Annexe 1: Exemple d'un agenda d'atelier	37
--	----

Annexe 2: Durée indicative de chaque étape du questionnaire	39
--	----

NOTES	41
--------------	----

INTRODUCTION

1 Nature et portée de ce guide

Ce document vise à fournir des conseils utiles pour soutenir l'utilisation de l'«Outil d'analyse rapide des capacités: Renforcer les capacités permettant aux jeunes¹ d'investir et de bénéficier des investissements responsables dans l'agriculture² et les systèmes alimentaires³».

Le guide est composé de deux parties:

- Recommandations pour les organisateurs, se focalisant notamment sur la conception, la préparation et l'organisation de l'analyse; et
- Recommandations pour les facilitateurs, se focalisant notamment sur la préparation et la facilitation des discussions multi-acteurs, ainsi que sur les questions posées dans l'outil.

Bien que chacune des parties ait été spécifiquement conçue pour les organisateurs ou les facilitateurs, il pourrait être utile pour ces deux groupes de se familiariser avec l'ensemble du document afin d'acquérir une compréhension holistique du processus.

N.B.: l'utilisation de ce guide requiert des capacités de base de facilitation et/ou d'organisation d'ateliers multi-acteurs.

2 Contexte, portée et justification de l'outil d'analyse des capacités

2.1. À quoi sert l'outil d'évaluation rapide des capacités?

L'outil d'analyse rapide des capacités est destiné à aider les spécialistes (provenant p.ex. des agences gouvernementales, des organisations de la jeunesse, des partenaires de développement, etc.) à réaliser une analyse multi-acteurs des capacités existantes et nécessaires⁴ pour faire participer les jeunes et renforcer leur autonomie afin qu'ils puissent réaliser et bénéficier des investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. Il est conçu pour soutenir l'application des Principes du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (CSA-RAI), notamment le principe quatre ("Faire participer les jeunes et renforcer leur autonomie").

Vous pouvez découvrir les CSA-RAI grâce à un cours en ligne, qui explique la justification, la portée et le contexte des Principes. Ce cours peut être consulté sur un ordinateur ou tout autre appareil portable: www.fao.org/elearning/#/elc/fr/course/RAI01.

2.2. Quels sont les problèmes abordés par l'outil d'évaluation rapide des capacités?

Cet outil aborde les trois dimensions du renforcement des capacités⁵. Il comprend quatre parties:

1ère partie:

Cadre institutionnel relatif aux investissements dans l'agriculture et les systèmes alimentaires

2ème partie:

Politiques, lois et incitations relatives aux investissements agricoles

3ème partie:

Organisations et services qui renforcent l'autonomie des jeunes dans les filières agricoles

4ème partie:

Capacités individuelles à faire participer les jeunes et renforcer leur autonomie



2.3. Comment l'outil d'analyse des capacités a-t-il été développé?

L'«Outil d'évaluation rapide des capacités: renforcer les capacités permettant aux jeunes d'investir et de bénéficier des investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires» a été développé par la FAO. Il s'appuie sur la vaste expérience acquise par l'Organisation dans la réalisation d'activités liées au renforcement des capacités. Depuis plus de huit ans, la FAO utilise des outils similaires – appelés «questionnaires d'évaluation des capacités⁶» – pour appuyer les activités d'évaluation et de renforcement des capacités menées dans différents contextes aux niveaux mondial, régional et national. L'un de ces outils est un questionnaire portant spécifiquement sur les principes CSA-RAI qui a été élaboré pour servir de base à une série d'ateliers d'identification des capacités dans le contexte du développement du Programme cadre «Soutenir les investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires» de la FAO⁷.

Le présent outil spécifique aux jeunes a été développé avec le soutien de l'Office fédéral de l'agriculture suisse (OFAG). Il a été utilisé lors de deux ateliers nationaux d'analyse de capacités multi-acteurs en Ouganda (novembre 2017) et Côte d'Ivoire (avril 2018), ainsi que lors d'un atelier sous-régional en Afrique du Sud (mars 2018) avec quatre pays de la Communauté de développement d'Afrique australe (Malawi, Mozambique, Namibie et Afrique du Sud). L'outil a été affiné suite à chaque atelier, en tenant compte des suggestions des participants et de l'expérience acquise sur le terrain.



L'outil et le guide ont été développés par Yannick Fiedler et Maud Oustry sous la supervision de Michael Riggs et la direction d'Andrew Nadeau. Des commentaires et contributions ont été reçus tout au long du développement de l'outil par Sally Berman, Janetta Carlucci, Craig Chibanda, Gracian Chimwaza et l'équipe du Centre d'information, formation et de sensibilisation pour l'Afrique (ITOCA), Justin Chisenga, Maryline Darmaun, Christiaan Duijst, Ileana Grandelis, Patrick Kalas, Jesper Karlsson, Madeleine Kaufmann, Anna Korzensky, Emma McGhie, Bernadete Neves, Chiara Nicodemi, Courtney Paisley, Edward Tanyimaas, Robert Lehmann, Barbara Eiselen, Christian Speckhardt, Beat Rösli et

Michael Stäuble, ainsi que les facilitateurs et participants des ateliers en Côte d'Ivoire, en Ouganda et en Afrique du Sud. Les auteurs tiennent également à remercier Giulia Fanelli pour la conception graphique et la mise en page de cette publication.

INFORMATIONS ET RECOMMANDATIONS POUR LES ORGANISATEURS: PLANIFIER ET PRÉPARER L'ANALYSE DES CAPACITÉS

1 Préparer un document de référence

En amont de l'atelier, il peut être utile de préparer un document de référence facilitant la tenue de discussions éclairées lors de l'analyse des capacités multi-acteurs. Ce document de référence pourrait être préparé par toute personne disposant d'une expertise suffisante dans le domaine de la jeunesse et de l'investissement agricole, y compris l'organisateur, les facilitateurs ou des experts indépendants.

Idéalement, le document (20-25 pages) contiendra des informations de fond sur les principaux défis et opportunités des jeunes paysans et agri-entrepreneurs travaillant dans les filières agricoles, à réaliser et à bénéficier des investissements responsables dans votre pays. Cela comprend notamment:

- Une revue des tendances actuelles en matière démographique, d'emploi et d'investissement, y compris des données sur: les tendances démographiques générales; l'âge moyen des paysans; la distribution des terres par catégorie d'âge; le statut d'emploi par catégorie d'âge; les flux d'investissements directs étrangers dans l'agriculture, ainsi que dans l'agroalimentaire (denrées alimentaires, boissons, tabac); les flux totaux d'investissements directs étrangers; les dépenses publiques consacrées à l'agriculture; et le crédit alloué à l'agriculture. La plupart de ces données peuvent être trouvées sur

FAOSTAT (www.fao.org/faostat); ILOSTAT (www.ilo.org/ilostat/)
et les indicateurs du développement dans le monde
(<https://data.worldbank.org/products/wdi>).

- Des informations de base sur les institutions, politiques, programmes, stratégies, lois et incitations qui ont un impact sur la capacité des jeunes à réaliser et à bénéficier des investissements agricoles responsables.
- Des informations de base sur les organisations de la jeunesse et sur les services qu'elles fournissent (p.ex.: faciliter l'accès à la terre, au crédit et aux marchés; promouvoir l'utilisation des systèmes de certification; proposer des programmes d'éducation financière ou de développement d'un plan commercial; etc.).

Ce document de référence devrait également permettre de cadrer l'analyse des capacités. En particulier, il pourrait vous être utile pour apprécier l'importance des petits exploitants et transformateurs d'une part et, d'autre part, des grandes entreprises agroalimentaire pour l'agriculture et les systèmes alimentaire dans votre pays, ainsi que leur contribution à la création d'emplois. Ceci vous permettrait de focaliser l'analyse des capacités sur:

- a les jeunes hommes et femmes en tant qu'entrepreneurs et investisseurs dans leurs propres exploitations et entreprises;
- b les grandes entreprises investissant dans les filières agricoles et les bénéfices que celles-ci pourraient procurer à la jeunesse; ou
- c les deux catégories précédentes.

Suivant l'option retenue, l'outil peut être adapté en modifiant certaines de ses sections. Cela comprend notamment les sections no 2 et 3, qui devront probablement être adaptées au contexte spécifique de votre pays.

2 Choisir le processus et le format le plus approprié pour l'analyse des capacités

Il est préférable d'utiliser cet outil d'analyse des capacités dans le cadre d'un atelier multi-acteurs participatif, tenant compte notamment du fait qu'un processus inclusif est le plus à même de générer des résultats et un impact durables. En donnant la parole à ceux qui sont concernés au premier plan par les sujets à discuter, un atelier d'analyse des capacités multi-acteurs peut stimuler un dialogue entre les jeunes, les acteurs étatiques et non-étatiques sur les interventions nécessaires pour renforcer l'autonomie des jeunes. Par ailleurs, un processus inclusif et facilité est plus à même de révéler des points de consensus et de désaccord entre les différentes parties prenantes. Enfin, ce processus peut aider les parties prenantes impliquées à développer une vision commune des capacités existantes et nécessaires, et à créer des «acteurs du changement».



La durée idéale de l'atelier est de 2 jours et demi ou 3 jours, incluant une demi-journée pour les mots de bienvenue, la présentation des principes CSA-RAI et des éléments principaux du document de référence, et l'introduction du processus aux participants (voir l'agenda-type en annexe 1).

Bien que ce guide vise à faciliter l'utilisation de l'outil dans le cadre d'un atelier multi-acteurs, il est important de souligner que des options alternatives pour l'application de l'outil sont possibles. En cas de contrainte de temps ou de ressources, vous pourriez considérer utiliser une approche «mixte», qui vous permet de traiter certaines sections en ligne en amont de l'atelier. Suivant les recommandations du Comité national suisse de la FAO (CNS-FAO), la FAO développe actuellement une ressource numérique pour soutenir l'application de cet outil en suivant cette approche d'apprentissage mixte, réduisant ainsi la durée de l'atelier en présentiel à 1 jour. En cas de disponibilité de ressources suffisantes et d'expertise locale, l'organisation d'une analyse plus «complète» pourrait être envisagée. Ce processus impliquerait, d'une part, l'organisation d'entretiens avec des experts et la revue des recherches et documentations existantes afin d'identifier des réponses potentielles en amont et, d'autre part, l'organisation d'ateliers multi-acteurs et spécifiques aux jeunes pour la validation et l'approfondissement de la réflexion. Une telle version alternative est actuellement développée en partenariat avec le CNS-FAO.

Vous pouvez trouver plus d'informations sur l'approche de la FAO en matière d'analyse des capacités dans le Module d'apprentissage 2: Renforcement des capacités – Programmation⁸.

3 Identifier les participants de l'atelier

L'atelier devrait inclure toutes les parties prenantes importantes, et en particulier les jeunes. Idéalement, l'atelier devrait réunir 25 à 35 participants, assurant ainsi une représentation assez large tout en garantissant que le processus reste maîtrisable. Au moins un tiers des participants devraient être jeune, étant donné que «la représentation d'une minorité doit excéder un certain niveau critique» afin d'avoir

un impact sur les discussions, et que par ailleurs «un membre ayant un point de vue différent sera moins écouté et pourrait alors hésiter à donner son point de vue divergent⁹».

Les participants pourraient être issus des groupes de parties prenantes suivants:

- jeunes paysans et agro-entrepreneurs
- organisations de la jeunesse
- organisations paysannes et de producteurs
- ministères concernés au premier plan par les thématiques liées à la jeunesse, à l'agriculture et aux investissements (Ministère de l'agriculture, de la jeunesse, du travail, de l'économie, de la finance, etc.)
- organisations de la société civile engagées en faveur de la jeunesse, de l'agriculture et/ou du développement rural
- institutions financières
- entreprises privées
- universités et institutions académiques
- services de vulgarisation



Participants de l'atelier d'identification des capacités "Renforcer les capacités des jeunes à investir et à bénéficier des investissements agricoles responsables en Côte d'Ivoire", Abidjan, Côte d'Ivoire, 10-12 avril 2018. © 2018 FAO

4 Adapter l'outil d'analyse des capacités

Passez en revue l'outil d'évaluation rapide des capacités avec un ou deux experts locaux et, au besoin, adaptez les questions au contexte local, national ou régional, sans pour autant prédéterminer les réponses, et en tenant compte de la délimitation de la portée de l'analyse expliquée dans la section (1). Le guide destiné aux facilitateurs précise les questions qu'il serait souhaitable d'adapter au contexte, comme par exemple, celles faisant référence à la définition de "jeunes", ou aux noms et aux mandats des ministères.

5 Planifier le déroulement de l'atelier

Les participants devraient travailler en petits groupes de cinq à huit personnes issues de différentes catégories d'acteurs pour répondre aux questions énumérées dans l'outil. Les participants auront des tableaux à feuillets mobiles et d'autres matériels à leur disposition pour aborder les questions et transcrire leurs réponses d'une manière participative.

Vous aurez besoin d'un facilitateur par groupe, qui aura la responsabilité de faciliter et de stimuler les discussions sans pour autant donner ou dicter les réponses. Normalement, le facilitateur est perçu comme une personne neutre qui joue un rôle actif dans le processus en aidant les participants à comprendre les questions et en garantissant le caractère inclusif des discussions, sans pour autant prendre des décisions à leur place ou prédéfinir le contenu des réponses.

Lorsque vous planifiez le déroulement de l'atelier, décidez qui devrait transcrire les résultats des tableaux à feuillets mobiles en format numérique à la fin de chaque journée de l'atelier.

GUIDE POUR LES FACILITATEURS

Recommandations générales pour les facilitateurs

- Clarifiez l'objectif et la nature de ce processus. Vous pourriez notamment souligner que: a) toutes les idées sont les bienvenues - les discussions et même les désaccords peuvent enrichir le processus et le résultat final; b) aucun nom de participants ne sera cité dans le rapport analytique final, et les contributions au processus resteront anonymes au sens des Règles de Chatham House; c) ceci est le début d'un processus plus large - l'analyse elle-même ne constitue pas une recommandation officielle, un accord ou une obligation d'action, et ce, pour aucune partie prenante.
- Identifiez un rapporteur au sein de votre groupe qui prendra notes des réponses sur un tableau à feuillets mobiles. L'expérience a montré que l'utilisation d'un tableau à feuillets mobiles ou d'un papier grand format permet un processus davantage inclusif contrairement à la saisie directe des réponses sur un ordinateur portable. Le rapporteur devrait résumer les réponses consensuelles du groupe, mais il peut également faire ressortir les points de divergence. Veillez si possible à assurer une rotation du rôle de rapporteur au sein de votre groupe, afin de permettre à chaque participant d'assurer cette fonction durant l'atelier.
- Encouragez des discussions et un dialogue constructifs et participatifs tout au long des sessions.
- Encouragez la participation de tous les membres du groupe.
- Gérez le temps alloué à chaque session au sein de votre groupe (voir: Annexe 2 - Calendrier indicatif).
- Vérifiez que l'objectif de chaque section est clair pour tous les participants. Par exemple, chaque question peut être lue à haute voix avant d'initier la discussion.
- Essayez toujours de voir si les participants peuvent parvenir à un consensus. Si cela n'est pas possible, le rapporteur peut noter qu'aucun consensus n'a pu être atteint.

Selon la dynamique du groupe, les facilitateurs peuvent utiliser un large éventail de techniques de facilitation, y compris, mais sans s'y limiter:

- Le brainstorming ou remue-méninges, qui est une technique utile pour la plupart des sections de cet outil. Des idées pour l'organisation d'un remue-méninges peuvent être trouvées dans le 4^e module d'apprentissage sur le renforcement des capacités de la FAO¹⁰, ou dans la boîte à outils pour le partage des connaissances (www.kstoolkit.org/Le+Brainstorming)
- La collecte de cartes (www.kstoolkit.org/Card+Collection)
- Le café du monde ou maquis mondial (www.kstoolkit.org/Le+Café+du+monde)
- Le marché ou la place du marché (www.kstoolkit.org/Place+du+marche)
- Etc.

1 Partie 1: Le cadre institutionnel relatif aux investissements dans l'agriculture et les systèmes alimentaires

1.1. Quelles sont les principales entités et organisations impliquées dans les processus d'élaboration et de révision des politiques relatives aux investissements dans l'agriculture et les systèmes alimentaires? Quels rôles ces entités jouent-elles et quelles fonctions devraient-elles idéalement remplir?

Contexte

Renforcer les investissements dans l'agriculture et les systèmes alimentaires est une tâche complexe qui fait intervenir un vaste éventail de parties prenantes. Il est nécessaire de savoir qui est impliqué dans le processus politique et décisionnel qui conduit à l'élaboration ou au réexamen des lois, des politiques et des incitations dans le cadre des investissements agricoles.

Il peut s'agir, entre autres, de différents ministères, d'agences de promotion des investissements, des organisations de la société civile, et d'organisations de producteurs. Ceci est fondamental pour comprendre si les jeunes sont bien représentés dans les processus décisionnels.

Les acteurs étatiques incluent les entités gouvernementales au niveau local et central, les ministères, les agences de promotion des investissements, les parlementaires et les comités parlementaires

Les acteurs non étatiques incluent par exemple, les organisations intergouvernementales et régionales; les institutions de financement, les bailleurs de fonds, les fondations et fonds; les instituts de recherche, les universités et organismes de vulgarisation; les petits producteurs, y compris les exploitants familiaux et leurs organisations; les entreprises commerciales y compris gros exploitants agricoles; les organisations de la société civile; les travailleurs et organisations de travailleurs; les communautés; et les organisations de consommateurs (cf. CSA-RAI; Rôles et responsabilités).

Instructions pour les facilitateurs

Avant la tenue de l'atelier, vous pouvez identifier quelques acteurs étatiques et non étatiques de votre pays afin de faciliter et stimuler les discussions au sein de votre groupe.

Liste des acteurs étatiques et non étatiques de votre pays qui sont actuellement impliqués dans l'élaboration des politiques relatives aux investissements agricoles:

Pendant l'atelier, veuillez travailler avec votre groupe pour identifier les rôles des entités et organisations actuellement impliquées dans les processus d'élaboration des politiques liées aux investissements dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. Il est suggéré d'aborder cette question de façon progressive, en suivant les trois étapes suivantes:

- a Listez les principales entités et organisations impliquées dans les processus d'élaboration des politiques (acteurs étatiques et non étatiques);
- b Indiquez les rôles que ces organisations jouent actuellement dans la création d'un environnement favorable aux investissements responsables, y compris les investissements effectués par ou avec les jeunes;

- c** Indiquez les autres fonctions («rôles désirés») que ces organisations devraient prendre afin d'augmenter les investissements agricoles responsables. Veuillez noter qu'il s'agit là des rôles que les organisations pourraient idéalement jouer.

Vous pouvez inviter les participants à réfléchir individuellement sur chaque question, avant de faciliter la discussion au sein de votre groupe. Les réponses ne doivent pas nécessairement être exhaustives. Les participants devraient plutôt réfléchir aux entités les plus pertinentes.

1.2. Quels sont les entités et les acteurs n'intervenant pas actuellement mais qui devraient intervenir dans le développement et la révision des politiques, lois et incitations qui renforcent la capacité des jeunes à réaliser un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires et à en bénéficier? Quelles contraintes devraient être surmontées afin d'assurer la participation de ces acteurs?

Contexte

Certains acteurs peuvent jouer un rôle décisif pour favoriser un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires par et avec les jeunes, mais n'interviennent pas actuellement dans la prise de décision. Par exemple, des organisations de la société civile ou du secteur privé pourraient souhaiter être davantage impliquées dans l'élaboration des politiques, mais elles ne sont pas, ou rarement, consultées par le gouvernement.

Instructions pour les facilitateurs

Avant l'atelier, vous pouvez identifier quelques acteurs étatiques et non étatiques de votre pays qui ne participent pas à l'élaboration des politiques relatives aux investissements agricoles mais qui devraient y participer; afin de faciliter et stimuler les discussions au sein de votre groupe.

Liste des acteurs étatiques et non étatiques de votre pays qui ne sont pas actuellement impliqués dans l'élaboration des politiques relatives aux investissements agricoles, mais qui devraient l'être:

Pendant l'atelier, vous pouvez utiliser les mêmes techniques de facilitation que celles indiquées pour la question 1.1. Si les dynamiques observées au sein de votre groupe sont constructives et inclusives, vous pouvez envisager de démarrer la discussion de groupe immédiatement sans demander une réflexion individuelle ou un travail en plus petits groupes au préalable.

1.3. Quels sont les mécanismes de coordination existants relatifs aux politiques concernant les investissements dans l'agriculture et les systèmes alimentaires? Quel est l'objet de la coordination?

Contexte

Les mécanismes de coordination sont des organes (conseils, groupes de travail, comités ou espaces de discussion) qui réunissent plusieurs institutions, organisations, entités ou acteurs afin de garantir la bonne gestion d'un secteur spécifique (comme l'agriculture, l'extraction minière, etc.) ou une question spécifique (comme la sécurité alimentaire, l'investissement ou

l'emploi des jeunes). Les mécanismes de coordination peuvent être des espaces de dialogue multi-acteurs sur les politiques. Il peut s'agir notamment de groupes de travail interministériels sur la sécurité alimentaire ou l'investissement qui intègrent des parties prenantes non gouvernementales, ou de mécanismes de coordination non gouvernementaux qui cherchent à faire entendre la voix des parties prenantes sous-représentées dans les processus d'élaboration des politiques.

Quelques exemples:

- En Ouganda, le Groupe de travail sur le secteur agricole, dirigé par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des pêches, inclut d'autres ministères, des bailleurs de fonds et des organisations de la société civile. Son objectif est d'être une plate forme multi-acteurs pour la planification, la coordination, le suivi et la révision des performances du Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie Animale et de la Pêche.
- Au Guatemala, le Système de conseils de développement est l'instrument permanent de participation et de représentation des différentes couches de la population, portant une attention particulière aux peuples autochtones, aux niveaux communautaire, municipal, départemental, régional et national. Le système vise à coordonner le processus de développement à travers la formulation de politiques, de plans et de programmes budgétaires.
- En Afrique du Sud, le Conseil sud-africain de la jeunesse a été créé en 1997 en tant qu'association autonome et non partisane pour les organisations de jeunesse afin de défendre les intérêts et les aspirations des jeunes en Afrique du Sud. Il regroupe un large éventail d'organisations de jeunesse y compris les organisations de jeunesse politiques, étudiantes, religieuses, culturelles, sportives et bénévoles. Il défend activement les intérêts des jeunes dans les processus d'élaboration des politiques.

Instructions pour les facilitateurs

Avant l'atelier, vous pouvez identifier les mécanismes de coordination existants dans votre pays afin de faciliter et stimuler les discussions au sein de votre groupe:

Liste des mécanismes de coordination de votre pays impliqués dans les politiques relatives aux investissements agricoles:



Pendant l'atelier, vous pouvez utiliser les mêmes techniques de facilitation que celles indiquées pour la question 1.1. Si les dynamiques observées au sein de votre groupe sont constructives et inclusives, vous pouvez envisager de démarrer la discussion de groupe immédiatement sans demander une réflexion individuelle ou un travail en plus petits groupes au préalable.

1.4. Les mécanismes de coordination existants intègrent-ils toutes les parties prenantes?

Contexte

La gouvernance inclusive est fondamentale pour améliorer les investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. Ce rôle est reconnu dans les Principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (CSA-RAI), qui invitent les États à promouvoir "la participation effective des parties prenantes concernées aux politiques d'investissement dans l'agriculture et les systèmes alimentaires et/ou à l'élaboration de ces politiques, par exemple en mettant sur pied des plateformes ouvertes et équitables regroupant plusieurs parties prenantes et portant sur plusieurs secteurs" (par. 36).

Comme les investissements agricoles peuvent être réalisés par, ou ont des impacts sur, un très large éventail de groupes, les parties prenantes potentiellement pertinentes pourraient inclure n'importe lequel des groupes suggérés dans le tableau 1.4 du questionnaire. Dans certains cas, vous pourriez rencontrer des difficultés liés aux définitions ou à la sensibilité politique. Le cas des peuples autochtones en est un bon exemple, car il existe des définitions contradictoires des «peuples autochtones» qui peuvent varier selon les pays et les régions.

Définition

Peuples autochtones: Il n'y a pas de définition universellement acceptée des peuples autochtones. La FAO s'engage à respecter les critères suivants: priorité dans le temps, par rapport à l'occupation et à l'utilisation d'un territoire donné; le maintien volontaire d'un particularisme culturel pouvant inclure les aspects de la langue, de l'organisation sociale, de la religion et des valeurs spirituelles, des modes de production, des lois et des institutions; l'auto-identification, ainsi que la reconnaissance par d'autres groupes, ou par les autorités d'Etat, en tant que collectivité distincte; et une expérience d'assujettissement, de marginalisation, de dépossession, exclusion ou de discrimination, que ces conditions persistent encore ou non. (www.fao.org/indigenous-peoples/fr/)

Instructions pour les facilitateurs

Avant l'atelier, veuillez adapter le tableau au contexte de votre pays - en particulier, vous pouvez envisager d'identifier les noms des principaux ministères susceptibles d'être impliqués dans les mécanismes de coordination liés aux investissements agricoles. Vous pouvez également vérifier si tous les groupes de parties prenantes suggérés dans le tableau existent dans votre pays.

Pendant l'atelier, demandez aux participants de votre groupe de discuter, pour chacun des mécanismes identifiés à la question 1.3, si:

- a** les parties prenantes sont actuellement incluses dans le mécanisme existant;
- b** ils devraient être inclus dans le mécanisme; et
- c** un groupe spécifique d'acteurs joue le rôle de chef de file au sein du mécanisme existant (voir les exemples au point 1.3.1).

1.5. Prière d'évaluer la présence et la participation des jeunes dans les mécanismes de coordination existants indiqués dans la question 1.3.

Contexte

Ces notions peuvent paraître semblables, mais présence et participation ne se rapportent pas au même degré d'engagement. La présence – le fait d'être dans un endroit donné – est une condition préalable à la participation. Cependant, certains groupes d'acteurs peuvent être physiquement présents dans des mécanismes de coordination sans pour autant y participer activement – engager le dialogue et défendre leurs intérêts. Les causes peuvent varier d'un contexte à l'autre, et il est fondamental de comprendre en quoi présence et participation diffèrent. Par exemple, des jeunes peuvent être invités à contribuer à des mécanismes de coordination, mais ne peuvent pas faire entendre leurs préoccupations dans les réunions à cause de normes et de préjugés culturels (perceptions négatives des jeunes). Les jeunes sont donc présents, mais ne participent pas.



©2018 FAO / ITOCA

Instructions pour les facilitateurs

Expliquez la différence entre les notions de présence et de participation et vérifiez si celle-ci est bien comprise au sein de votre groupe.

Si vous observez de forts désaccords au sein du groupe sur le niveau de participation des jeunes dans un mécanisme de coordination, évitez que le groupe décide de faire un compromis en effectuant une moyenne des notes (par exemple 3). Suggérez plutôt de noter la différence sur le tableau à feuillets mobiles (par exemple, deux individus indiquent un “1” et quatre individus indiquent un “4”).

1.6. Quelles mesures devraient être prises pour améliorer les mécanismes de coordination existants afin de renforcer la présence et la participation des jeunes? (Prière d’être aussi précis que possible).

Instructions pour les facilitateurs

Vous pouvez proposer un brainstorming oral à votre groupe pour répondre à cette question. En cas de difficulté ou même d’impasse, suggérez à chaque participant d’écrire une mesure sur une carte et de partager ensuite son idée avec les autres.

1.7. Y aurait-il besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes de coordination? Dans l’affirmative, quel devrait être l’objet du nouveau mécanisme de coordination? Quels devraient en être les membres et les chefs de file?

Instructions pour les facilitateurs

Assurez-vous que les participants discutent du besoin d’un ou de plusieurs nouveaux mécanismes de coordination plutôt que de nouvelles organisations. Rappelez aux participants que l’accent est mis sur les processus politiques plutôt que sur les investissements en général. Veillez également à ce que les participants identifient uniquement l’objectif du mécanisme dans la première colonne, sans essayer de définir un nom, un statut juridique ou d’autres informations.

2 Partie 2 : Les politiques, stratégies et lois, y compris les incitations

2.1. Quelles sont les principales politiques, stratégies, lois (y compris internationales) et incitations pertinentes pour les investissements agricoles mises en place au niveau national?

Contexte

Les politiques, les stratégies, les lois et les incitations sont essentielles pour favoriser l'investissement agricole responsable et minimiser la probabilité d'impacts négatifs des investissements. Les exemples incluent entre autres:

- Les Plans nationaux d'investissement agricole, comme ceux développés pour appuyer la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA)
- Les lois de transparence, comme la loi mozambicaine sur le droit à l'information;
- Des instruments spécifiques aux jeunes, tels que la Politique nationale de la jeunesse 2016-2020 de Côte d'Ivoire et les cinq stratégies qui en découlent;
- Des incitations, comme par exemple:
 - le «Programme d'incitations forestières pour les propriétaires de petites parcelles à vocation forestière ou agroforestière» du Guatemala qui fournit des incitations financières aux personnes ou aux communautés qui possèdent (même sans titre enregistré) de petites parcelles pour planter des arbres ou gérer des forêts naturelles;
 - l'octroi de prêts aux jeunes à des conditions avantageuses («prêts fonciers») par l'Agence tunisienne de promotion des investissements agricoles (APIA) pour faciliter l'accès à la terre¹¹;

- le «Programme d'emploi agricole pour les entreprises» du Japon, qui fournit un soutien financier aux jeunes, ainsi que le programme «Jeunes agriculteurs», qui offre des incitations financières aux jeunes pour qu'ils s'engagent dans l'agriculture (y compris la couverture des coûts de formation avant le lancement des activités agricoles).

Définition

Les incitations sont des dispositifs conçus pour encourager l'investissement. Elles peuvent prendre diverses formes telles qu'un taux fiscal préférentiel, l'octroi de subventions et de prêts, des contributions en nature (terres, eau ou infrastructures) et des cadres économiques et réglementaires avantageux. Les incitations sont des «arrangements conçus pour encourager l'investissement, en augmentant ses bénéfices».

Parfois, des incitations sont attribuées dans le cadre de programmes globaux, tels que les «pôles de croissance agricole».

Elles sont souvent proposées dans des contextes où les coûts initiaux de ces incitations peuvent être compensés par des bénéfices futurs en termes de gains d'emplois ou de croissance économique plus rapide.



Instructions pour les facilitateurs

Avant la tenue de l'atelier, vous pouvez envisager d'identifier des politiques, stratégies, lois et incitations relatives aux investissements agricoles mises en place dans votre pays, afin de faciliter et stimuler les discussions au sein de votre groupe.

Liste des politiques, stratégies, lois et incitations mises en place dans votre pays:

Pendant l'atelier, les participants devraient identifier les politiques, lois et incitations pertinentes pour chacun des domaines suggérés dans le tableau 2.1. vous pouvez rappeler aux participants que les politiques, stratégies, lois et incitations identifiées ne doivent pas nécessairement être spécifiques aux jeunes.

Lorsque vous discuterez de la «connaissance au sein du groupe» des politiques, lois, stratégies et incitations, veuillez noter que le groupe ne doit pas nécessairement parvenir à un consensus. Dans le cas de fortes divergences, vous pourriez plutôt suggérer que celles-ci soient notées sur le tableau à feuillets mobiles.

2.2. À propos de la question 2.1, parmi les politiques, stratégies, lois et incitations indiquées, quels changements devraient être apportés pour faire en sorte qu'elles soutiennent les jeunes dans l'agriculture?

Contexte

Certaines politiques, lois et incitations peuvent par inadvertance exercer une discrimination contre les jeunes. Par exemple, une législation qui stipule que l'attribution de prêts est conditionnée à l'existence d'une garantie peut de facto empêcher les jeunes d'accéder à ces services financiers puisqu'ils ne possèdent souvent pas de terres ou de biens immobiliers.

À un autre niveau, certaines politiques pourraient avoir un impact potentiellement positif sur les jeunes agro-entrepreneurs. Par exemple, lors de l'atelier d'identification des capacités organisé en Ouganda, les participants ont souligné que l'introduction de quotas dans les politiques de marchés pour les produits fabriqués par les jeunes agro-entrepreneurs publics serait une mesure efficace pour stimuler la croissance de ces agro-entreprises émergentes.

Instructions pour les facilitateurs

Si les participants identifient plus de cinq politiques, lois ou incitations, veuillez leur demander d'indiquer en priorité celles qui visent spécifiquement à aider les jeunes ou qui auraient le plus d'impact sur les jeunes.

Dans un premier temps, vous pouvez laisser le groupe discuter puis, selon la dynamique du groupe, décider de diviser votre table en sous-groupes et de leur assigner une ou deux politiques, lois ou incitations.



2.3. Avez-vous identifié des politiques, stratégies et lois dans la question 2.1. qui devraient être modifiées à des fins de conformité avec les principes CSA-RAI (au-delà de la question des jeunes)? Dans l'affirmative, prière de décrire les changements qui sont nécessaires.

Instructions pour les facilitateurs

Au besoin, veuillez rappeler aux participants qu'ils peuvent se référer aux principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires ici: www.fao.org/3/a-au866f.pdf et www.fao.org/elearning/#/elc/fr/courses/RAI.

Dans un premier temps, vous pouvez laisser le groupe discuter puis, selon la dynamique du groupe, décider de diviser votre table en sous-groupes et de leur assigner une ou deux politiques, lois ou incitations.

2.4. Y a-t-il des politiques, lois ou incitations indiquées au point 2.1 qui ne sont pas encore pleinement appliquées? Quelles actions, au-delà d'une augmentation des capacités financières et humaines, pourraient mener à une meilleure mise en œuvre?

Instructions pour les facilitateurs

Dans un premier temps, vous pouvez laisser le groupe discuter puis, selon la dynamique du groupe, décider de diviser votre table en sous-groupes et de leur assigner une ou deux politiques, lois ou incitations.

Si les participants identifient plus de cinq politiques, lois ou incitations, veuillez leur demander d'indiquer en priorité celles qui visent spécifiquement à aider les jeunes.

Prière de rappeler aux participants qu'ils devraient identifier les domaines d'intervention prioritaires au-delà d'une augmentation des ressources humaines et financières.

2.5. Quelles autres politiques, lois ou incitations faudrait-il développer et mettre en œuvre pour aider les jeunes agriculteurs et agri-entrepreneurs à réaliser des investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires et à en bénéficier?

Instructions pour les facilitateurs

Clarifiez avec tous les participants si la question a été bien comprise. En particulier, il devrait être clair qu'il est demandé au groupe d'identifier les politiques, les lois et les incitations et non les organisations fournissant des services (ce qui sera fait dans la partie 3).

3 Partie 3: Les organisations et services qui renforcent l'autonomie des jeunes

3.1. Est-il facile d'avoir accès aux services mentionnés ci-dessous ? Quelles organisations fournissent ces services?

Contexte

L'existence d'organisations dirigées par des jeunes ou soucieuses de leurs problèmes qui fournissent des services et des biens à leurs membres ou clients est fondamentale pour renforcer la capacité des jeunes à réaliser des investissements agricoles responsables et à en bénéficier. Les services fournis peuvent comprendre entre autres, l'accès aux financements, à la terre et aux marchés, ou le développement des compétences. Cependant, dans de nombreux cas, certains services essentiels ne sont pas disponibles, voire

accessibles pour les jeunes. L'accessibilité peut être limitée en raison de divers facteurs, y compris les coûts élevés, l'exclusion délibérée ou involontaire des jeunes de ces services ou des structures organisationnelles ou encore la faible disponibilité des services à l'extérieur de la capitale.

Les organisations qui fournissent généralement des services aux jeunes entrepreneurs agricoles incluent les organisations de jeunesse, les coopératives, les organisations de producteurs, les universités et les institutions académiques, les organisations de développement ou certaines agences gouvernementales.

Instructions pour les facilitateurs

Dans un premier temps, demandez aux participants si le service est fourni. Si la réponse est «oui», demandez si les jeunes y ont facilement accès, à la fois dans les zones urbaines et rurales. Dans un second temps, demandez quelles sont les organisations qui fournissent ces services. Dans de nombreux cas, la réponse peut inclure les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les organisations dirigées par des jeunes et d'autres organisations.

3.2. Quelles sont les principales organisations dirigées par des jeunes dans votre pays qui aident les jeunes agriculteurs, travailleurs et agri-entrepreneurs tout au long des filières agricoles à réaliser des investissements responsables et à en bénéficier? Quels sont leurs rôles actuels et souhaités?

Instructions pour les facilitateurs

Invitez les participants à identifier, parmi les organisations énumérées au point 3.1., celles qui visent spécifiquement à soutenir les jeunes femmes et hommes (tels que les groupes d'épargne pour les jeunes).

Rappelez aux participants que les «rôles souhaités» désignent les rôles additionnels que l'organisation pourrait avoir dans un contexte idéal.

3.3. Quelles autres organisations (non dirigées par des jeunes) dans le pays aident les jeunes agriculteurs, travailleurs et agri-entrepreneurs tout au long des filières agricoles à réaliser des investissements responsables et à en bénéficier? Quels sont leurs rôles actuels et souhaités?

Instructions pour les facilitateurs

Invitez les participants à identifier, parmi les organisations énumérées au point 3.1., celles qui aident les jeunes mais ne sont pas dirigées par les jeunes.

Rappelez aux participants que les «rôles souhaités» désignent les rôles additionnels que l'organisation pourrait avoir dans un contexte idéal.

3.4. Les organisations indiquées aux points 3.2 et 3.3 incluent-elles les différentes catégories de jeunes?

Instructions pour les facilitateurs

Avant l'atelier, veuillez adapter le tableau en indiquant les catégories d'âge pertinentes pour votre pays.

Pendant l'atelier, divisez votre groupe en sous-groupes de deux à trois personnes et attribuez une ou deux organisations à chacun des sous-groupes. Une fois que tous les sous-groupes ont terminé leur travail, invitez-les à partager leurs résultats avec l'ensemble du groupe.

3.5. Tenant compte de votre analyse de la question 3.1, quels sont les défis principaux pour les jeunes vis-à-vis de l'accès aux services dont l'accessibilité a été évalué faible (1-2).

Contexte

De nombreux facteurs peuvent entraver l'accès aux services. Par exemple, les banques peuvent exiger des garanties comme condition préalable à l'accès au crédit, ce qui affecte la majorité des jeunes qui ne possèdent pas de terres ou de biens immobiliers.

Dans d'autres cas, des frais élevés peuvent empêcher les jeunes de bénéficier de formation de qualité pour renforcer leurs capacités entrepreneuriales.

Instructions pour les facilitateurs

Si votre groupe a identifié plus de cinq services, divisez votre groupe en sous-groupes de deux à trois personnes et attribuez un ou deux services à chacun des sous-groupes. Une fois que tous les sous-groupes ont terminé leur travail, invitez-les à partager leurs résultats avec l'ensemble du groupe.





3.6. Quels sont les services qui ne sont pas fournis à l'heure actuelle, mais qui sont nécessaires? Quelle organisation déjà existante devrait les fournir?

Instructions pour les facilitateurs

Veillez préciser à votre groupe qu'il s'agit de se concentrer sur les services qui ne sont actuellement fournis par aucune organisation. Au besoin, veuillez rappeler la différence entre les politiques, les lois et les incitations d'une part, et les services d'autre part.

Suggérer au groupe de commencer le travail en réfléchissant sur les services mentionnés au point 3.1 qui ne sont actuellement pas fournis.

Selon la dynamique de groupe, vous pouvez envisager d'organiser un brainstorming collectif pour répondre à cette question.

3.7. Quelle nouvelle organisation soucieuse des problèmes des jeunes et/ou dirigée par des jeunes devrait, le cas échéant, être mise en place? Quel devrait être le but d'une telle organisation? Quels devraient en être les membres et les chefs de file?

Instructions pour les facilitateurs

Invitez l'ensemble du groupe à réfléchir collectivement à la question. Si les services indiqués au point 3.1 ne sont pas actuellement fournis et que les participants n'ont identifié aucune organisation pouvant les fournir, demandez-vous si ces services sont suffisamment importants pour justifier la création éventuelle d'une nouvelle organisation.

4 Partie 4: Les capacités individuelles

4.1. Veuillez répondre aux questions ci-dessous qui traitent de l'accessibilité et de l'attrait des programmes d'éducation relatif au secteur agricole/agroalimentaire dans votre pays.

Contexte

Les programmes éducatifs adéquats sur l'agriculture et l'agroalimentaire aident les jeunes à devenir des entrepreneurs prospères dans le secteur agricole. Cependant, ces programmes d'éducation ne sont pas toujours disponibles dans certaines régions spécifiques (par exemple, dans les zones rurales). Par ailleurs, même lorsque des programmes d'éducation existent, les jeunes peuvent faire face à divers obstacles pour y accéder, notamment des frais élevés ou des processus de sélection compliqués.

Les programmes peuvent être fournis par l'éducation formelle (principalement les écoles et les universités), ainsi que par l'éducation informelle (services de vulgarisation, formation dispensée par des organisations communautaires, des ONG, etc.).

Instructions pour les facilitateurs

Invitez les participants à réfléchir collectivement à chacune des trois questions introductives.

4.2. Dans votre pays, des programmes d'éducation (diplômants et qualifiants) et de formation permettant aux jeunes de renforcer leurs capacités agricoles/agronomiques sont-ils disponibles et accessibles?

Contexte

Cette section a pour but d'identifier les programmes d'éducation qui visent à renforcer spécifiquement les compétences agricoles ou agronomiques (y compris dans le secteur forestier, la pêche et la pisciculture) comme par exemple les différentes techniques d'agriculture, l'horticulture, ou la gestion des ravageurs et des maladies.

Instructions pour les facilitateurs

Invitez les participants à réfléchir individuellement sur les différentes compétences pertinentes, sur leur disponibilité et leur accessibilité. Par la suite, demandez aux participants de choisir les deux compétences les plus pertinentes d'après eux et de les partager au sein du groupe.

4.3. Dans votre pays, des programmes d'éducation et de formation permettant aux jeunes de renforcer leurs capacités analytiques et d'entrepreneuriat sont-ils disponibles et accessibles?

Contexte

Cette section a pour but d'identifier les programmes d'éducation qui visent à renforcer spécifiquement les compétences entrepreneuriales et analytiques, comme par exemple l'éducation financière, la gestion des ressources humaines, la connaissance du droit privé, le marketing et la communication ou encore les compétences en analyse de marché.

Instructions pour les facilitateurs

Invitez les participants à réfléchir individuellement sur les différentes compétences pertinentes, puis demandez à votre groupe de sélectionner collectivement les dix compétences les plus importantes.

Par la suite, demandez à votre groupe d'identifier les institutions et organisations fournissant actuellement ces programmes d'éducation, et celles qui devraient idéalement les fournir.

4.4. Quel est l'objectif de votre institution/organisation pour permettre aux jeunes d'investir et de bénéficier des investissements dans l'agriculture? De quelles capacités supplémentaires les membres de votre organisation auraient-ils besoin afin de réussir à communiquer le message de votre organisation auprès de votre audience (p.ex.: Ministères, fonctionnaires, entreprises privées, la jeunesse, etc.)?

Contexte

Cette question vise à aider les participants à réfléchir sur les capacités individuelles dont les membres de leur propre

organisation ont besoin pour autonomiser les jeunes dans l'agriculture. Par exemple, de quelles capacités et compétences un membre d'une organisation de jeunes aurait-il besoin pour convaincre les décideurs de l'importance d'élaborer des lois et des mesures incitatives favorisant l'entrepreneuriat agricole chez les jeunes?

Instructions pour les facilitateurs

Invitez les participants à réfléchir individuellement avant de partager avec le groupe, et insistez pour qu'ils identifient les capacités qui leur permettraient d'améliorer leur travail.

Il est important de rappeler aux participants qu'ils doivent identifier les besoins en capacités au-delà des ressources humaines et financières et de la capacité à mobiliser des fonds. Les capacités comprennent les compétences, l'information et les connaissances.

5 Exercice de priorisation

À la fin de l'évaluation des capacités, vous pouvez organiser un exercice de priorisation des capacités de façon consensuelle avec la technique de facilitation suivante:

Proposer aux participants de réfléchir individuellement et d'identifier trois capacités prioritaires qui seraient nécessaires pour permettre aux jeunes de réaliser et de bénéficier d'investissements agricoles responsables dans votre pays. Chaque capacité prioritaire devrait être écrite sur une carte.

Rappelez aux participants que ces priorités ne devraient pas uniquement inclure les capacités individuelles, mais idéalement refléter les trois dimensions du renforcement des capacités.

Par la suite, inviter les participants à se regrouper deux à deux. Chaque paire discute et sélectionne les trois capacités prioritaires parmi les six précédemment identifiées.

Ensuite, demandez à chaque petit groupe (idéalement de 4 personnes) de discuter des trois priorités de chaque paire en comparant leurs cartes, et de se mettre d'accord sur les trois capacités prioritaires du groupe.

Enfin, demandez à chaque groupe de partager leurs trois capacités prioritaires avec tous les autres participants. Les trois cartes de chaque groupe peuvent être regroupées sur un tableau à feuillets mobiles en fonction des trois dimensions du renforcement des capacités.

©2018 FAO/Carly Learson



ANNEXES

Annexe 1: Exemple d'un agenda d'atelier

Renforcer les capacités des jeunes à investir et à bénéficier des investissements agricoles responsables: Atelier d'identification des capacités

Jour 1



08 h 30 - 09 h 00

ARRIVÉE ET ENREGISTREMENT DES PARTICIPANTS



09 h 00 - 12 h 30

SESSION D'OUVERTURE ET INTRODUCTION

Cette session consistera d'allocations de bienvenue et de discours d'ouverture de [...], une présentation des principaux éléments du document de référence et d'une session de questions-réponses. Les participants seront ensuite familiarisés avec les objectifs et le programme de l'atelier, ainsi qu'avec les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (CSA-RAI).

La session d'ouverture inclut une pause-café/thé.

DÉJEUNER



13 h 30 - 14 h 30

"CHAT SHOW" SUR LES JEUNES ET LES INVESTISSEMENTS AGRICOLES

Pendant cette session, les panelistes discuteront des défis et des opportunités pour les jeunes d'investir et de bénéficier des investissements agricoles responsables en s'appuyant sur leurs expériences personnelles.



14 h 30 - 16 h 30

IDENTIFICATION DES CAPACITÉS : IDENTIFIER DES CAPACITÉS PERMETTANT AUX JEUNES D'INVESTIR ET DE BÉNÉFICIER DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES RESPONSABLES

Pendant cette session, la FAO facilitera un dialogue structuré par un questionnaire. Travaillant dans de petits groupes, les participants identifieront les capacités existantes et requises pour que les jeunes puissent réaliser et bénéficier des investissements agricoles responsables.

PREMIÈRE PARTIE: LE CADRE INSTITUTIONNEL

Cette première partie consistera d'une réflexion en travaux de groupes sur le cadre institutionnel relatif aux investissements agricoles. Cela comprend notamment des questions sur les institutions impliquées dans le développement de politiques et lois relatives aux investissements agricoles, les mécanismes de coordination multi-acteurs, ainsi que le rôle des jeunes dans les processus de décision sur les investissements.

Jour 2



09 h 00 - 10 h 00

SUITE DE LA PREMIÈRE PARTIE DE L'IDENTIFICATION DES CAPACITÉS ET ÉCHANGE EN SESSION PLÉNIÈRE



10 h 00 - 12 h 30

DEUXIÈME PARTIE DE L'IDENTIFICATION DES CAPACITÉS : LES POLITIQUES PUBLIQUES, PROGRAMMES NATIONAUX, LOIS ET CADRES D'INCITATION

Lors de cette session, les participants identifieront les politiques publiques, programmes nationaux, lois et cadres d'incitation affectant la quantité et la qualité des investissements agricoles. Cela inclut notamment une réflexion sur les programmes, lois et incitations qui existent ou seraient nécessaires pour soutenir la jeunesse. La session inclut une pause-café/thé.

DÉJEUNER

10 h 00 - 12 h 30

SUITE DE LA DEUXIÈME PARTIE DE L'IDENTIFICATION DES CAPACITÉS ET ÉCHANGE DES RÉSULTATS EN SESSION PLÉNIÈRE



13 h 30 - 17 h 00

TROISIÈME PARTIE DE L'IDENTIFICATION DES CAPACITÉS: CAPACITÉS ORGANISATIONNELLES

Lors de cette session, les participants discuteront des capacités organisationnelles existantes et requises des jeunes paysans, agri-entrepreneurs et travailleurs pour qu'ils puissent réaliser et bénéficier des investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. La session inclut une pause-café/thé.

Jour 3



09 h 00 - 10 h 30

QUATRIÈME PARTIE DE L'IDENTIFICATION DES CAPACITÉS: CAPACITÉS INDIVIDUELLES

Lors de cette session, les participants réfléchiront sur les capacités individuelles dont les jeunes ont besoin afin de devenir des agri-entrepreneurs.

10 h 30 - 11 h 30

PAUSE-CAFÉ / THÉ



11 h 30 - 12 h 00

ÉCHANGE DES RÉSULTATS DE LA TROISIÈME ET QUATRIÈME PARTIE EN SESSION PLÉNIÈRE



12 h 00 - 12 h 30

PRIORISATION DES CAPACITÉS REQUISES (DÉBUT DES DISCUSSIONS EN GROUPE)

DÉJEUNER

13 h 30 - 15 h 00

PRIORISATION DES CAPACITÉS REQUISES (SUITE DES DISCUSSIONS EN GROUPE ET ÉCHANGES EN PLÉNIÈRE)





15 h 00 - 16 h 00

ÉVALUATION DE L'ATELIER ET CLÔTURE

ANNEXES

Annexe 2: Durée indicative de chaque étape du questionnaire

 Etapes	 Durée
- Clarification des instructions - Identification d'un rapporteur	5 minutes
Questions préliminaires	20 minutes
Question 1.1	20 minutes
Question 1.2	20 minutes
Question 1.3	20 minutes
Question 1.4	20 minutes
Question 1.5	20 minutes
Question 1.6	20 minutes
Question 1.7	20 minutes
Restitutions en plénière	20 minutes
- Clarification des instructions - Identification d'un rapporteur	5 minutes
Question 2.1	20 minutes
Question 2.2	20 minutes
Question 2.3	20 minutes
Question 2.4	20 minutes
Question 2.5	20 minutes
Restitutions en plénière	20 minutes
- Clarification des instructions - Identification d'un rapporteur	5 minutes
Question 3.1	45 minutes



Etapes



Durée

Question 3.2	10 minutes
Question 3.3	10 minutes
Question 3.4	20 minutes
Question 3.5	20 minutes
Question 3.6	20 minutes
Restitutions en plénière	20 minutes
- Clarification des instructions - Identification d'un rapporteur	5 minutes
Question 4.1	15 minutes
Question 4.2	20 minutes
Question 4.3	30 minutes
Question 4.4	10 minutes
Restitutions en plénière	20 minutes
- Clarification des instructions	5 minutes
Priorisation	120 minutes

NOTES

¹ La définition de jeunes peut varier selon le contexte national. L'ONU définit comme "jeunes" toute personne âgée de 15 à 24 ans. Pour l'Union africaine, les jeunes sont les individus dont l'âge est compris entre 15 et 35 ans. Les deux définitions indiquent que les "jeunes" ne sont pas des enfants, mais plutôt des adolescents et de jeunes adultes.

² On entend par «agriculture» toutes les activités liées à l'agriculture (cultures et bétail), à la pêche et aux forêts.

³ La définition de l'«agriculture et les systèmes alimentaires» comprend toutes les activités liées à l'agriculture, y compris l'exploitation agricole, la transformation, la commercialisation et la vente au détail. Le présent questionnaire porte donc sur les problèmes auxquels sont confrontés les jeunes agriculteurs, agri-entrepreneurs exerçant des activités non agricoles, et travailleurs.

⁴ Prière de se référer au deuxième chapitre du deuxième module d'apprentissage de la FAO sur le renforcement des capacités pour obtenir plus d'informations sur les analyses de capacités: FAO. 2012. FAO approaches to capacity development in programming: processes and tools. Rome, FAO.

www.fao.org/fileadmin/user_upload/capacity_building/FAO_CD_LM2.pdf

⁵ www.fao.org/capacity-development/fr/

⁶ www.fao.org/capacity-development/resources/practical-tools/capacity-assessment/fr/

⁷ www.fao.org/3/a-i6820f.pdf

⁸ FAO. 2015. FAO approaches to capacity development in programming: processes and tools learning module 2 – Revised edition. Rome, FAO, pp. 9-18. www.fao.org/3/a-i5243e.pdf

⁹ Minu Hemmati, "Multi-Stakeholder Processes for Governance and Sustainability: Beyond Deadlock and Conflict" (Earthscan Publications Ltd. 2002), pp. 226. Traduction de l'anglais: "minority representation needs to be above a certain critical level" [...] "a single member with a divergent view will be less heard and may become reluctant to contribute her or his divergent view".

¹⁰ Prière de se référer à "Tool 8: Brainstorming" (pp.148-149) dans FAO. 2013. FAO Learning Module 4 - Organization analysis and development. Rome, FAO. www.fao.org/3/a-i5243e.pdf

¹¹ www.apia.com.tn/prets-fonciers-2.html



SOUTENU PAR



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
Office fédéral de l'agriculture OFAG



Certains droits réservés. Ce(tte) œuvre est mise à disposition
selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO